

Capitalisme kleptocrate, finances climatiques et économie verte en Afrique¹

Yash Tandon²

L'Afrique reste à la merci d'une classe dirigeante globale guidée par la maximisation du profit à tout prix et par la consolidation de sa position. Au moment où le continent est confronté à l'énorme défi du changement climatique et à la création d'une « économie verte », un regard intérieur s'impose. Il s'agit de s'appuyer sur les experts et les ressources du continent, résistant ainsi à la tentation ou l'imposition de l'« expertise » extérieure.

Un des problèmes les plus difficiles de notre époque est d'assurer la croissance durable et le développement en Afrique, tout en protégeant l'environnement et en garantissant que cette croissance profitera aux communautés entières et non seulement à une petite minorité. Je voudrais n'aborder ici que deux points. D'une part pour dire que le modèle de développement de l'Afrique est sérieusement vicié dans la mesure où il ne s'est pas traduit par une amélioration du niveau de vie de la population au cours des quarante, cinquante dernières années. D'autre part, je voudrais mettre en garde les pays africains et l'Union africaine contre la délégation de questions politiques, en particulier celles qui concernent des négociations internationales – comme c'est le cas pour le changement

1. Article paru sur le « Portail Rio+20 - Sommet des peuples », www.rio20.net, 2012.

2. Intellectuel ougandais, professeur d'économie dans plusieurs universités africaines et occidentales, ancien directeur du South Centre, fondateur/président du Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI), auteur d'ouvrages sur les rapports Nord-Sud, l'économie mondiale, l'aide au développement.

climatique et l'« économie verte » – à des « experts » extérieurs à l'Afrique.

En 2011, un document de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique a noté que, en dépit d'un taux de croissance élevé en Afrique, aucune amélioration n'a eu lieu du point de vue de l'emploi ou du niveau de vie des gens ordinaires (AUC/ UNECA, 2011). Le document cite, comme raison principale, la dépendance de l'Afrique à l'exportation de matières premières. C'est un fait largement corroboré, mais la raison principale réside dans le système global de production et d'échange dont l'Afrique fait partie.

Le système global de production de richesse et de distribution reste caractérisé par la kleptocratie, l'accumulation primitive et la dépossession. Les économistes appellent cela « *rent seeking* » (quête de rente) et justifient la pratique en parlant des « surplus » des régions rurales et agricoles qui sont requis pour que l'Afrique puisse croître et s'industrialiser. La méthode avait été utilisée en Occident et ceci est historiquement vrai.

Toutefois, le modèle du capitalisme à ses débuts au 19^e et 20^e siècles n'est pas applicable à l'Afrique aujourd'hui, parce que nous vivons dans un monde différent. Un monde capitaliste kleptocrate. Certains intellectuels de gauche appellent cela « financiarisation du capitalisme ». Un système où règne la finance et dans lequel la production vient en deuxième position. Mais cette formule renvoie seulement aux caractéristiques économiques prédominantes. En termes politico-économiques, l'essence du capitalisme kleptocrate est un système de production et d'échanges : avec la création d'une richesse fictive – sans passer par la création d'une véritable richesse – et la gouvernance politique laissée aux mains de pilliers et de bandits. C'est la « recherche de rentes » par les nations riches et, à l'intérieur de chaque nation, par l'élite. Ce qui génère en retour la dépossession et l'affaiblissement du plus grand nombre.

Ce qui se passe en Europe est un bon indicateur. Les banquiers allemands et français achètent des bons du trésor grec, garantis par le gouvernement grec. La raison ostensible étant de renflouer le trésor grec en faillite. Mais au cours de ce processus, les banques exercent des pressions au travers de leur gouvernement respectif, de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne, du Fonds monétaire international, pour qu'ils imposent de sévères mesures d'austérité au peuple grec, afin que le gouvernement ne se mette pas en cessation de remboursement des emprunts. Sinon, il

mettrait en péril le projet du système monétaire européen et peut-être le projet européen tout entier, dans la mesure où il est largement soutenu par les multinationales européennes et le capital financier.

Les populations grecques et irlandaises doivent souffrir, afin que le « système » survive. La survie du système est plus importante que le bien-être de la population. Le terme « risque systémique » est devenu partie intégrante du vocabulaire des économistes, depuis la fusion économie/finance des années 1997-1998. L'Irlande était un « donateur d'aide » pour l'Afrique. Aujourd'hui c'est une nation qui mendie et qui est réduite ainsi par le système bancaire global.

Le capital globalisé (ce qu'on appelle les « investissements directs étrangers ») et ses diverses manifestations (les banques, les compagnies d'assurance, les agences de transport, les spéculateurs sur les matières premières, les grossistes, les chaînes de vente au détail, etc.) se sont ligués avec les économies locales et les élites au pouvoir dans les pays « bénéficiaires », avec pour mot d'ordre : « accumuler, accumuler et accumuler ». Même la Chine et l'Inde ne sont pas à l'abri de ce virus : les déplacements de population loin de leur terre y créent des problèmes gigantesques.

Ces « nouveaux » pays capitalistes sont toujours significativement « sous-développés » du point de vue de la science et de la technologie. Les batailles pour la propriété intellectuelle dans le cadre de l'Organisation mondiale pour la propriété intellectuelle (OMPI) et dans le monde des multinationales industrielles en témoignent. Le pouvoir du système bancaire/financier se trouve dans les mains des conseils d'administration d'une douzaine de grands acteurs que sont la JP Morgan Chase, Citigroup Inc., Bank of America Corp, Morgan Stanley, Goldman Sachs et Merrill Lynch. Ils opèrent dans un marché dérégulé, c'est-à-dire hors de tout contrôle national, même de la part des États-Unis. Comme des pieuvres, ils étendent leurs tentacules partout, y compris en Chine, en Inde, au Brésil et en Afrique du Sud.

L'Afrique minée

L'Afrique a été l'un des principaux pourvoyeurs de ressources pour le système capitaliste kleptocrate global. Par le moyen de la soi-disant « aide au développement » et des IDE, les ressources africaines sont exploitées afin d'entretenir le « système ». En réalité, les investissements et l'« aide » sont un gigantesque système de crédit qui crée des montagnes de dettes que l'Afrique doit « rembourser »

sous forme de transferts de valeurs réelles : café, cacao, coton, platine, or, chrome, manganèse, uranium, titane et autres minerais de grande valeur.

Dans un article écrit en 2011, Kandeh Yumkella, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), et Rob Davies, ministre sud-africain pour le commerce et l'industrie, estiment que l'Afrique possède entre 80 et 200 milliards de barils de pétrole dans son sous-sol, mais que la majeure partie est exploitée par des multinationales globales. Dans le cas du titane, une tonne rapporte à l'Afrique 100 dollars en taxes d'exportation, pendant que cette même tonne rapporte 100 000 dollars hors de l'Afrique. Un rapport de 1 à 1 000.

Derrière l'exploitation grossière des ressources africaines se trouve le système global de crédit géré par la Banque mondiale, le FMI et l'industrie de l'assistance. L'« aide au développement » peut être considérée comme une plaisanterie (Tandon, 2008). Ce que le FMI et le système bancaire dominés par la France et l'Allemagne ont fait aux pays européens de la périphérie (Grèce, Portugal, Irlande) ces dernières années est exactement ce que le FMI, la Banque mondiale et la communauté des soi-disant « donateurs » ont fait à l'Afrique au cours de ces cinquante dernières années.

L'Afrique a ses propres puissances de surconsommation, son élite économique, ses « ploutocrates », de mèche avec leurs seigneurs impériaux, les banquiers bandits et les multinationales globales, qui exploitent la population. Une des manifestations de leur cupidité est la ruée massive sur les terres, dont nous sommes les témoins aujourd'hui, avec une bonne part de responsabilité qui incombe à ces ploutocrates nationaux. Nombre de gouvernements africains vendent ou louent des terres agricoles à des investisseurs étrangers européens, américains, indiens, chinois, des pays du Golfe et de plus loin encore. On enregistre une ruée sur toutes les ressources africaines, pas seulement la terre, mais aussi les forêts africaines, le pétrole, l'or et les diamants.

Le prix de cette intense exploitation est payé par les gens ordinaires. Dans plusieurs cas qui ont abouti devant les tribunaux en Afrique du Sud, des dizaines de milliers de mineurs ont obtenu peu ou pas de compensation pour des maladies pulmonaires professionnelles, après avoir travaillé dans des mines d'asbestose et d'autres environnements toxiques. Des centaines de milliers d'Africains des régions rurales ont été déplacés et dépossédés, afin de faire de la

place aux accapareurs nationaux et étrangers de terre, pour y faire pousser – ô ironie – de la « nourriture pour les pauvres », avec un recours à l'agrochimie ou aux biocarburants, le « carburant vert » à base de jatropha. Ces déplacés climatiques envahissent les régions périurbaines africaines.

L'Alliance pour la révolution verte en Afrique (AGRA) est un des exemples de cette forme d'exploitation encouragée par les économistes africains *mainstream* et les élites au pouvoir. Sous prétexte de fournir à l'Afrique des cultures de denrées alimentaires « adaptées au climat » et des fleurs, les fondations Rockefeller et Bill Gates ont fondé l'AGRA (avec la bénédiction de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan) et font la promotion de cultures dépendantes de l'agrochimie, en utilisant des OGM. Leur objectif – ou à tout le moins le résultat final – crève les yeux : le contrôle de la biomasse africaine et, par conséquent, la génération de superprofits pour les grandes multinationales de la chimie et des semences.

Du Mali au Mozambique, de petits paysans résistent à la mainmise sur leur terre et leur maigre subsistance. Mais ils sont éparpillés et trop peu organisés sur le plan politique pour monter une résistance effective. Lorsque les « printemps arabes » surgiront des villes de ces pays, les millions de déplacés et de sans-droits iront comme des nuées rejoindre les « armées rebelles », afin de jeter en bas de leur perchoir tous les dictateurs néocoloniaux africains.

Ceci, en résumé, était le premier point. À l'une des extrémités du spectre, l'Afrique est dirigée par un système global kleptocrate qui enrichit les élites économiques et politiques nationales, ainsi que les dirigeants des banques et des multinationales. À l'autre extrémité, ce même système appauvrit les masses africaines. Les économistes appellent cela la « quête de nouvelles rentes », mais il s'agit tout bonnement de pillage.

Que faire ? Bien que le sujet soit trop vaste pour recevoir une réponse complète, je voudrais citer deux exemples qui illustrent la façon contrastée dont l'Afrique entend faire face à ses défis. L'un est le deuxième Industrial Policy Action Plan (IPAP-2) en Afrique du Sud, établi sur des mesures politiques basées sur le marché, les mégaprojets du complexe de Coega près de Port Elisabeth et le marché du carbone. C'est une voie éculée, dont le résultat est prévisible. Le second exemple est la promesse qu'a faite le gouvernement du Rwanda lors de la 9^e session du Forum sur les forêts : un plan sur vingt-cinq ans pour venir à bout de la dégradation de

l'environnement et améliorer les moyens de subsistance des populations rurales et forestières.

Ce qu'il y a de significatif dans le projet rwandais est son double objectif qui vise autant à sauver la forêt que ses habitants. Pour les environnementalistes, les forêts sont simplement de la biomasse qui, d'une part, peut fournir du carburant et, d'autre part, fonctionne comme des « poumons » qui absorbent du dioxyde de carbone et contrent ainsi le réchauffement global. Or, à part des arbres, on trouve aussi dans les forêts les populations qui y vivent et qui en vivent. Le défi, c'est de sauver à la fois la forêt et les communautés forestières, les gens autant que l'environnement. Ceux qui, au sein des gouvernements et parlements africains sont sensibles aux besoins existentiels de la population, doivent soutenir les mouvements populaires qui portent de tels défis. Un de ces mouvements est le Réseau des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) qui coordonne et renforce de nombreuses associations de femmes rurales travaillant au salut de leur communauté et de l'environnement.

Rio+20 et au-delà : sur l'autel du « capitalisme vert »

Mon deuxième point est d'une actualité plus immédiate. Il renvoie aux négociations internationales sur le climat et à la conférence des Nations unies pour le développement durable, Rio+20, tenue au Brésil en 2012. Les gouvernements africains et les militants des organisations de la société civile devraient en tirer les leçons, car les deux processus laissent une grande insatisfaction chez ceux qui luttent pour sauver l'environnement ainsi qu'auprès des communautés qui vivent de ce que la nature leur donne. Je voudrais en particulier me concentrer sur une leçon : l'Afrique doit se méfier du recours aux finances (ou « aide au développement ») des pays industrialisés, qui sert à « diviser pour mieux régner » sur les pays en voie de développement. De façon générale, s'il existe une ligne de démarcation à peu près complète entre le Nord et le Sud, c'est bien celle du changement climatique.

Jusque dans les années 1990, la majeure partie de la recherche et des négociations diplomatiques sur le réchauffement climatique portait sur la limitation des émissions. Le langage de l'adaptation est apparu dans le cadre du protocole de Kyoto en 1997, et résulta principalement de la pression exercée par les pays en voie de développement. La convention-cadre des Nations unies sur le changement

climatique (CCNUCC), qui jusque-là s'était concentré sur l'atténuation, reconnaît maintenant la signification de l'adaptation et la responsabilité historique des pays industrialisés pour compenser les pays en voie de développement pour les dommages causés à l'environnement au cours de la période d'industrialisation.

Cette responsabilité historique se reflète dans les dispositions du traité de la CCNUCC qui obligent les pays industrialisés à fournir un flux financier nouveau et additionnel (ainsi qu'un transfert de technologie) vers les pays en voie de développement, afin de supporter les frais encourus par ces derniers pour l'implantation des mesures prévues et pour en prendre d'autres en matière d'adaptation. Le protocole de Kyoto a endossé ces principes en établissant deux catégories de nations avec une responsabilité commune mais différenciée : les pays de l'annexe 1 et les pays de l'annexe 2.

Au niveau international, l'Afrique est membre du Groupe des 77 plus la Chine (G77 + Chine) qui est le premier groupe de négociateurs pour les pays en voie de développement dans les discussions sur le changement climatique. Ce groupe inclut aussi des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Au sein d'un rassemblement aussi hétéroclite, il est naturel que des différends surgissent en ce qui concerne leurs priorités et leurs préoccupations. Les pays industrialisés profitent de ces différends pour « diviser et dicter » aux pays en voie de développement les conditions de négociation du changement climatique. Ce qui rend l'Afrique vulnérable, c'est sa dépendance envers l'Occident pour l'« aide au développement » et l'« expertise technique ».

La façon dont les pays occidentaux ont utilisé l'argent et l'« assistance technique » comme moyen de garantir l'issue de la conférence de Cancun, après leur échec lors de la conférence précédente à Copenhague, en constitue une illustration significative. L'Europe et les États-Unis ont mené une offensive concertée, afin de semer le trouble dans les rangs des pays du Sud. Une partie de cette offensive fut « à visage découvert », comme l'utilisation de l'aide au développement. D'autres initiatives (en partie mises au jour par Wikileaks) furent nettement plus clandestines, comme l'utilisation du réseau américain d'espionnage.

Le plus gros « pot-de-vin » a été les 100 milliards de dollars promis pour financer l'adaptation et le développement à faible émission de carbone des pays les plus pauvres, d'ici à 2020. De la poudre aux yeux ! L'Afrique ne devrait pas en rêver. Même si cette somme

se matérialisait, l'argent serait si fermement attaché à d'innombrables conditions que cela reviendrait à sacrifier la souveraineté des nations africaines sur l'autel du « capitalisme vert » et de la « bonne gouvernance ». Au début 2011, les États-Unis ont bloqué une subvention d'environ 350 millions de dollars, qui devaient être déboursée par le Millenium Challenge Corporation, pour améliorer le secteur de l'énergie du Malawi, sous prétexte que ce pays n'avait pas respecté la bonne gouvernance. En ce qui concerne le fonds de 100 milliards de dollars, le fait qu'il sera administré par la Banque mondiale suggère qu'il sera conditionné dans les mêmes termes.

Dans un rapport de 2011 intitulé *Storm on the horizon? Why the World Bank Climate Investment Fund could do more harm than good* (Pourquoi le fonds d'investissement de la Banque mondiale pour le climat pourrait faire plus de mal que de bien), Eurodad (un réseau de cinquante-sept ONG européennes provenant de dix-neuf pays) argumente que la Banque mondiale n'est pas l'institution la plus appropriée et légitime pour élaborer une architecture financière propice au développement et au climat. De façon générale, de nombreuses ONG européennes se trouvent proches des préoccupations africaines. Ma propre expérience, lorsque j'ai travaillé avec elles dans le domaine des accords de partenariat économique que l'Europe essaie d'imposer aux pays africains, a été très positive. Cela étant, il est important que les pays africains soient autonomes dans ces domaines, en particulier lorsqu'il s'agit de négociations sur le système global. C'est trop facile (et moins coûteux) de tout déléguer à des « experts » des ONG occidentales, sous prétexte qu'il manque aux pays africains les experts et l'argent pour les financer.

Les organisations officielles d'assistance sont plus directes que les ONG. Elles utilisent la politique de la carotte et du bâton. La façon, par exemple, dont les agences officielles d'aide ont corrompu le processus des négociations dites de « paix » en Palestine, au cours de ces cinquante dernières années, l'atteste. Suite à la demande d'adhésion de la Palestine aux Nations unies en septembre 2011, des organisations occidentales ont, sans vergogne, brandi l'arme de l'« assistance », afin de « persuader » la Palestine de retirer sa demande. Dépendants de cette assistance occidentale tout au long des cinq dernières décennies, les Palestiniens se trouvent face à un sérieux dilemme : la survie physique des individus ou la survie en tant que nation.

Il n'y a évidemment là rien de neuf. L'aide au développement n'a jamais rien eu à voir avec le développement. Cela a toujours été une question de pouvoir et de politiques. L'aide officielle porte souvent le masque de la « charité », camouflée dans le discours des prétendus « droits de l'homme », des ONG « écologistes », des réseaux et des fondations. La Fondation Bill et Melinda Gates en est un bon exemple. Elle se présente elle-même comme étant « *poussée par les passions et les intérêts de la famille Gates* », c'est-à-dire « *...globalement d'améliorer les systèmes de santé et de réduire la pauvreté... et d'améliorer l'accès aux technologies de l'information* ». La sincérité de la famille Gates n'est pas en question. Ce qui l'est, c'est le « cadre du développement » au nom duquel des millions de dollars sont déboursés en Afrique, entre autres endroits, et les dommages, intentionnels ou non, que l'apport de cet argent inflige aux entreprises et aux innovations locales.

Cela vaut dans le cadre des négociations sur le changement climatique et des sommets sur l'environnement. Il est important que la commission de l'Union africaine constitue son propre réseau d'experts pour conseiller les pays africains dans les domaines techniques et politiques susceptibles de surgir dans les mois à venir. C'est dans cette perspective que je me dois de mettre en garde les États du continent à l'égard d'initiatives mises en place par plusieurs « acteurs » intéressés en Occident, afin d'offrir des « conseils techniques » aux « pauvres » pays africains.

Le Climate and Development Knowledge Network (CDKN) est l'une de ces initiatives. Le CDKN, établi en mars 2010, est un consortium de consultants et de groupes de réflexions qui aident les décideurs dans les pays en voie de développement à ébaucher et à réaliser « *un développement compatible avec le climat* ». CDKN prétend qu'il peut aider les pays africains à optimiser leurs occasions de « piocher » dans les finances climatiques et à augmenter leur capacité à gérer ces fonds. Il les assistera aussi dans l'évaluation des risques et vulnérabilités climatiques, leur fournira de l'assistance légale au travers du Legal Response Initiative (LRI). Le CDKN offre « *du temps et des conseils juridiques gratuits aux négociateurs du climat* ». De quoi le rendre suspect. Pourquoi devrait-il offrir des conseils « gratuitement » ? Quel est son agenda ? Qui le finance ? N'est-il pas légitime de se demander qui profite à terme de cette entreprise de conseil « gratuit » ? Il n'y a rien de gratuit.

Le CDKN rassemble le géant de la consultance fiscale multinationale PricewaterhouseCoopers ; l'Overseas Development Institute (ODI), un *think tank* international sur les questions humanitaires et de développement, dont le quartier général est situé en Grande-Bretagne ; la Fundacion Futuro Latinoamericano (FFLA) basée en Équateur et qui promeut le développement durable dans l'esprit du sommet de la Terre de 1992 à Rio ; SouthSouth North, un réseau d'organisations qui se concentrent sur la réduction de la pauvreté dans le contexte du changement climatique, avec des bureaux en Afrique du Sud, au Brésil, en Tanzanie, au Mozambique et en Indonésie ; l'organisation privée LEAD, consultant en développement basée au Népal ; et l'ONG internationale INTRAC basée en Grande-Bretagne, qui fait de la formation et de la recherche.

Je connais très bien certaines de ces organisations pour avoir eu, par le passé, affaire avec elles. L'ODI, par exemple, se présente comme « *un think tank indépendant sur les questions humanitaires et de développement international* ». Suite à ma propre expérience avec celui-ci dans le domaine de l'aide au développement, du commerce et des accords de partenariat économique, je puis dire sans hésitation qu'il s'agit véritablement du prolongement de la politique étrangère britannique – le « bras mou » de la diplomatie impériale britannique, dont le « bras fort » recourt aux sanctions et à la guerre.

« Établir des politiques » ne doit pas être un domaine que les gouvernements africains délèguent à des acteurs hors Afrique. Il est préférable que l'Afrique développe sa propre expertise, plutôt que de dépendre de l'aide extérieure. Pas seulement lors des négociations sur les changements climatiques, mais bien dans tous les domaines qui ont une importance vitale pour l'Afrique. Il est évidemment compréhensible que certains pays africains n'aient pas les ressources nécessaires pour mettre sur pied centres de réflexions et institutions de recherche. Mais ils peuvent profiter d'institutions plus importantes dont ils sont membres. La plus importante est bien sûr l'Union africaine. Mais il y en a d'autres.

Par exemple, les pays africains sont significativement représentés dans le South Centre, créé en 1998 grâce à l'impulsion de Julius Nyerere et de Mahathir Mohammed. Le Centre est bien placé pour fournir de l'expertise technique dans toute une série de domaines, qui vont des négociations commerciales aux droits de la propriété intellectuelle, au financement du développement et, bien sûr, au changement climatique et à l'économie verte. Le South Centre a

ainsi joué un rôle significatif pour la commission de l'Union africaine lors des négociations des accords de partenariat économique.

Conclusion et post-scriptum

Le véritable savoir ne provient pas de l'information, mais d'une connaissance approfondie et extensive de la situation de l'Afrique. Il y a une différence essentielle entre information et compréhension, un examen participatif et interprétatif du phénomène social. La réalité fondamentale de l'Afrique est qu'elle est intégrée dans un système global de capitalisme kleptocrate, caractérisé par une logique d'accumulation à outrance ou de « quête de rentes », orientée par les pays riches et à l'intérieur de chaque nation par les riches élites au pouvoir. Cette logique à l'autre bout du spectre la dépossession et la destitution des populations. Dans la phase actuelle de son évolution, le capitalisme est pris aux pièges de ses propres contradictions, mais il ne va pas disparaître. C'est un long chemin.

Confronté aux défis de l'« économie verte » qui vise une « Afrique viable », le continent doit trouver son propre équilibre pour assurer les droits humains, les besoins de ses populations et l'impératif de protéger l'environnement. L'Afrique ne doit pas confier les questions politiques et les stratégies de négociation à des experts extérieurs, malgré leur apparence inoffensive. Par-dessus tout, le continent doit élaborer une position commune, se montrer uni pour les négociations sur les changements climatiques et les sommets sur l'environnement, s'allier avec d'autres pays du Sud. En la matière, l'Union africaine et le South Centre peuvent jouer un rôle significatif au-delà de Rio+20.

Il y a des domaines qui dépassent les négociations climatiques et l'agenda de Rio+20. Alors qu'on sort de celles-ci sans aucun accord contraignant sur la réduction des émissions de carbone, la Bolivie a pris une position courageuse en défiant tout le concept des négociations par une question vitale: les droits de la « Terre Mère ». L'ambassadeur de la Bolivie auprès des Nations unies, Pablo Solon, a, depuis lors, fait de nombreuses présentations dans diverses arènes internationales sur ce concept révolutionnaire. Au début, la Bolivie était isolée, mais lors de la conférence de Cancun, sa prise de position considérant le résultat des négociations comme « un pas en arrière », a été endossée par le G77, qui réunit cent trente et un pays en voie de développement, ainsi que la Chine.

Depuis lors, l'aggravation de la crise économique et financière qui submerge le monde occidental a fait passer la question climatique au deuxième plan de l'agenda de la communauté internationale. Pourtant, à l'époque où nous vivons, il est important que les citoyens ordinaires du monde prennent un peu de recul, considèrent le chaos qui caractérise le système capitaliste kleptocrate global et voient les négociations sur le changement climatique, non pas comme un élément isolé, mais bien comme le symptôme d'un malaise plus large et plus profond auquel est confrontée l'humanité.

Il s'agit d'une crise humanitaire, une crise profonde, dont la faillite complète de l'élite politique globale incapable de fournir un leadership moral et politique en matière de changement climatique et de préservation de l'environnement n'est qu'une composante, la plus fragile et instable. Que des politiciens cyniques et des « banocrates » exploitent le système à leurs propres fins d'accumulation de richesses et de pouvoir n'invalide pas la demande des citoyens pour la justice, la démocratie, les droits humains, la sécurité de l'environnement et la résolution pacifique des conflits. Il s'agit bien sûr d'une lutte compliquée. Mais la complexité ne peut justifier la complaisance.

Traduction de l'anglais : Élisabeth Nyffenegger

Bibliographie

- AUC – UNECA (2011), « Governing development in Africa: The role of the state in economic transformation », issues paper, African Union Commission and United Nations Economic and Social Council Economic Commission for Africa, Addis-Abeba, Éthiopie, 24-27 mars.
- Tandon Y. (2008), *Ending aid dependence*, Oxford, Fahamu Books.
- Yumkella K. & Davies R. (2011), « South of the Revolution », Project Syndicate, www.trademarksa.org/news/yumkelladavies-south-revolution.